

S'il faut augmenter les taux d'intérêt, il faut aussi aider les victimes de ces augmentations.

Le taux d'intérêt hypothécaire était alors de 12 p. 100. Cet hypocrite siégeait à la Chambre en tant que député du gouvernement au moment où le taux des hypothèques a grimpé à 22 p. 100 et ni lui, ni son gouvernement n'ont fait quoi que ce soit pour aider les victimes. «Il faut aussi aider les victimes de ces augmentations.» Voilà ce qu'il a dit. C'est un imposteur, monsieur l'Orateur, et un poseur. C'est un bluffeur, monsieur l'Orateur, et un tricheur. C'est un homme qui ne pratique pas ce qu'il prêche, et ses propos à la Chambre n'arrivent pas à convaincre quiconque connaît ses antécédents honteux. C'est une honte.

● (1700)

M. Fisher: Et si vous nous donniez quelques idées?

M. Crosbie: Attendez un instant. Le vent siffle aux oreilles du député; il y entre par un pavillon et ressort de l'autre, car il n'a pas de matière grise entre les deux pour l'arrêter, monsieur l'Orateur. S'il veut bien écouter, il va apprendre quelque chose.

Dans le *Citizen* d'Ottawa, aujourd'hui, une maîtresse de maison appelée, je crois, Kathy Lafrange résume fort bien la situation. Elle a dit: «Ce sont les pauvres diables comme nous et comme tous les autres qui vont le sentir quand ils devront renouveler leur hypothèque». D'après elle, le ministre des Finances n'a pas changé quoi que ce soit, mais il a juste mis une petite touche ici et là pour aboutir à un déficit de près de 20 milliards. Cela résume bien les choses. Le public sait bien ce qu'est ce budget; il n'a pas changé la situation d'un iota. Le pauvre M. MacEachen s'est contenté de battre un peu les cartes et il se retrouve avec un déficit, je dis bien, de 20 milliards de dollars. La population sait bien ce qu'on essaie de faire.

J'ai été brièvement ministre des Finances et j'ai présenté un budget à la Chambre le 11 décembre 1979. Dieu merci, je n'ai pas à avoir honte de quoi que ce soit. Il était juste, il allait droit au but, et il était clair. Aucun langage affecté, aucune entourloupette. Inutile de passer chaque mot au peigne fin pour savoir ce qui se cachait derrière. Lorsque je parlais d'augmentation fiscale, c'est bel et bien de cela qu'il s'agissait, et si je n'en disais mot, il n'y en avait pas. Si le budget annonçait un nouveau programme, c'est qu'il y en avait effectivement un. Si la coalition des libéraux et des néo-démocrates qui étaient à l'époque bons copains et qui le sont toujours, bien que le NPD veuille se dégager de toute responsabilité, n'avait pas empêché la mise en œuvre de ce budget, nous ne serions pas dans une telle situation économique. Notre pays se porterait beaucoup mieux. Nous avons 1.2 million de chômeurs, l'augmentation du coût de la vie est de 11.8 p. 100 et les taux d'intérêt oscillent entre 18 et 20 p. 100.

Le ministre ne portait pas de chaussures neuves hier soir, monsieur l'Orateur, mais des chausse-trappes pour gruger nos concitoyens. Son budget est marqué par la ruse; il est sournois, compliqué, tortueux, difficile à comprendre, c'est comme un jeu de cache-cache. Il faut étudier attentivement chaque mot pour déboucher la véritable signification; il faut laisser de côté le discours du budget et plonger dans les documents budgétaires. Ce budget, il est comme les deux précédents.

Le problème, c'est qu'il ne nous donne pas d'orientation, pas même un semblant d'orientation ou de stratégie susceptible de nous tirer de ce chaos économique. Le gouvernement ne cherche même plus à prétendre qu'il a un plan, ou qu'il lui reste un

Le budget—M. Crosbie

espoir. Il s'est contenté de concevoir deux ou trois petits programmes afin que les députés ministériels puissent retourner dans leur circonscription et faire croire aux agriculteurs, aux exploitants de petites entreprises et aux chômeurs que le gouvernement fait quelque chose pour eux, ce qui n'est pas le cas.

Il y a à peine sept mois et demi, il nous a dit quelle était sa théorie. Il nous a dit qu'il avait la réponse. Je me reporte à la page 11 du budget du 12 novembre 1981, où l'on peut lire le passage suivant:

La réponse fondamentale du gouvernement au problème des taux d'intérêt est la stratégie fondamentale de réduction du déficit de ce budget. En adoptant une politique financière encore plus rigoureuse et en réduisant son déficit dans une mesure encore plus marquée que prévu il y a un an, le gouvernement renforce l'orientation anti-inflationniste de la stratégie globale et diminue le fardeau qui retomberait autrement sur la Banque du Canada. Les dernières semaines ont vu diminuer quelque peu les taux d'intérêt—d'environ 4 points de pourcentage pour les taux à court terme. Le taux d'intérêt hypothécaire est descendu en dessous de 20 pour cent. Le gouvernement pense bien que sa politique permettra de diminuer progressivement l'inflation, ce qui se traduira par une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

Il y a sept mois et demi, la stratégie fondamentale du gouvernement visait à réduire le déficit et toutes les autres mesures en découlaient. Que s'est-il passé depuis lors? Dans ce budget, le ministre disait que notre déficit serait de 10.5 milliards de dollars, mais aujourd'hui, sept mois et demi plus tard, le déficit a augmenté de 9.1 milliards de dollars, passant à près de 20 milliards de dollars. Tous les employés de son ministère devraient être licenciés pour avoir prévu il y a sept mois et demi que le déficit serait de 10.5 milliards de dollars, alors qu'il est près du double aujourd'hui. Une telle incompétence et une telle supercherie délibérée sont-elles tolérables? Il s'agit ou bien d'une incompétence monumentale ou d'une supercherie délibérée à l'égard des Canadiens.

Qu'est devenue la stratégie de réduction du déficit? Dans le dernier budget, le déficit était de 10.5 milliards de dollars et il est aujourd'hui de 20 milliards. Selon le budget d'il y a sept mois et demi, le gouvernement devait emprunter 6.6 milliards de dollars sur le marché de la dette publique pour répondre à ses besoins financiers. Aujourd'hui, il veut emprunter 17.1 milliards de dollars, soit 10.5 milliards de plus, ou deux fois et demie plus que prévu. En sept mois et demi à peine, les besoins d'emprunts du gouvernement ont augmenté de deux fois et demie, passant à 17 milliards de dollars. Pour emprunter, le gouvernement devra faire concurrence aux provinces, aux entreprises privées ainsi qu'aux particuliers qui veulent une hypothèque, ce qui contribuera à faire monter les taux d'intérêt.

Quand ils sont allés à Versailles, le premier ministre, le ministre des Finances (M. MacEachen) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) ont dit au président Reagan qu'il lui faudrait réduire son déficit car c'était là que résidait le salut économique. Ils lui ont dit qu'il ne pourrait faire baisser les taux d'intérêt à moins qu'il restreigne un peu son déficit. Monsieur l'Orateur, le déficit des États-Unis s'élève à 103 milliards de dollars et leur PNB est dix fois plus élevé que le nôtre. Par comparaison avec les États-Unis, notre déficit atteindrait 200 milliards de dollars. Pourtant nos représentants n'ont pas hésité à dire au président américain ce qu'il devait faire. Nous voyons maintenant ce qu'ils ont fait, eux.